

UNION NATIONALE DES ETUDIANTES DE FRANCE

59 e. CONGRES - 5 - 6 et 7 MARS - PARIS -

TEXTE D'ORIENTATION
SYNDICALE

o o
o o

Les luttes des étudiants connaissent un développement considérable depuis mai 1968. Elles ont pour base l'inadaptation de l'enseignement au développement scientifique et économique. Elles s'opposent au caractère de classe de l'Université.

Ces luttes traduisent la volonté des étudiants de défendre leurs préoccupations immédiates et d'avenir.

C'est pour cela qu'ils ont besoin de l'UNEP. Le 59^e Congrès doit en consacrer le renouveau.

Exception faite d'une minorité d'étudiants issus des couches privilégiées de la société, qui n'ont pas de problème majeur tant dans la poursuite de leurs études, leur avenir, que leur place dans la société, l'immense majorité des étudiants a des motifs d'insatisfaction et des raisons de lutte.

La majorité des étudiants est victime quoique de façon inégale de la politique du pouvoir et plus particulièrement de son application à l'Université.

L'Université n'est que le reflet d'une société de classe. Avec moins de 10% de fils d'ouvriers, l'Université actuelle demeure une image inversée de la nation.

L'Université est composée aujourd'hui d'un nombre sans cesse croissant d'étudiants issus de couches sociales dont les difficultés économiques s'aggravent. Ceux qui viennent des milieux populaires subissent tout particulièrement ces difficultés, et les inégalités de l'héritage socio-culturel.

Leur origine sociale influe donc largement sur la situation des étudiants obligeant la moitié d'entre eux à travailler pour pouvoir étudier.

Mais les étudiants ont aussi des préoccupations communes à défendre parce qu'ils sont pour la plupart, de futurs salariés. Ils connaissent d'ores et déjà, la sélection, l'anxiété du chômage.

Ils savent que leur avenir est incertain.

Sur ce fond d'inégalité et d'injustice, les conditions dans lesquelles ils sont contraints de vivre à l'heure actuelle ne font qu'aggraver la situation des étudiants.

L'Etat refuse d'assumer ses responsabilités, il refuse à l'Université les moyens d'un fonctionnement moderne susceptible de répondre aux besoins du pays, car pour lui comme pour les grandes entreprises privées, l'Université coûte cher et ne sert pas ses profits à court terme. C'est pourquoi il tente de rentabiliser l'Université et de l'adapter aux besoins immédiats du patronat.

Ainsi par exemple, il diminue de 25% dans le cadre du VI^e Plan, le taux d'accroissement du budget de l'enseignement supérieur.

Il oblige ainsi les familles les plus modestes à supporter l'essentiel des frais de scolarité:

- augmentation des droits d'inscription.
- diminution du nombre et du taux des bourses
- refus de l'allocation d'études pour tous ceux qui en ont besoin.
- rentabilisation des œuvres universitaires.

Les étudiants ne vivent pas dans un monde clos, isolé. Ils sont partie prenante des mutations de la société.

Dans leurs études et dans leur vie ils sont confrontés à tous les problèmes sociaux, économiques et politiques de notre époque.

Ils ont des intérêts fondamentaux communs avec les travailleurs et les autres couches de la population. Comme eux ils sont victimes de la hausse des prix, des attaques contre la Sécurité Sociale, de la pénurie en matière de santé, de loisir, de culture.

Attachés au maintien des libertés démocratiques, ils n'admettent pas la mise en place dans l'Université et dans le pays de mesures répressives dont le but est d'entraver l'essor des luttes populaires.

Parce qu'ils en sont victimes, dans leur situation ils ressentent profondément les inégalités sociales et l'exploitation de l'homme par l'homme.

Il existe enfin chez les étudiants un profond sentiment de solidarité internationale envers les étudiants et les peuples en lutte contre l'oppression et l'impérialisme.

Pour analyser correctement les problèmes de l'Université, il est nécessaire de les replacer dans le cadre général de la politique suivie depuis plusieurs années, et de voir à partir de ce cadre les objectifs du pouvoir actuel. Quels sont les traits dominants de l'Université dont nous héritons ?

I - L'INSUFFISANCE

Les projets du V. Plan, dès le départ inférieurs aux hypothèses les plus basses de la commission préparatoire, ne sont pas réalisés à 75%.

Ces réductions avaient conduit la commission des experts à considérer qu'il manquerait en 1975 un nombre élevé de places dans tous les ordres d'enseignement.

En 1972, 920 000 places de C.E.S. et de C.E.G. auraient été nécessaires, 467 000 seulement seront disponibles.

- Moins de 1/3 des jeunes poursuivent à partir de la seconde des études pouvant conduire au baccalauréat.

- Dans l'enseignement supérieur, le taux de réalisation de construction ne correspond qu'à un peu plus de la moitié des prévisions. Le taux d'exécution est encore beaucoup plus faible. La moitié des C.H.U. de la région parisienne, les facultés de sciences de Montesson, Montpellier lettres, etc... n'existent que sur le papier.

II - L'INEGALITE

L'inégalité due aux différences de classes apparaît avec la plus grande acuité dans l'enseignement supérieur.

- 10% en moyenne de fils d'ouvriers

- 5% de fils de paysans

Mais ces chiffres ne reflètent pas l'inégalité par faculté.

- 2% de fils d'ouvriers à Polytechnique, Centrale, Ulm, Sèvres pour 17% aux Arts et Métiers.

Un ensemble comprenant ouvriers, employés, cadres moyens représente 36% des étudiants alors qu'il représente 77% de la population active.

Par contre patronat, professions libérales, cadres supérieurs comptent 32% d'étudiants pour 4% de la population active.

L'accroissement du nombre d'étudiants, de 136 000 en 1951 à plus de 600 000 en 1970 provient pour l'essentiel des couches moyennes, entraînant souvent un appauvrissement des familles qui consentent à de grands sacrifices pour permettre à leurs enfants d'étudier.

De point de vue de son recrutement l'Université est l'image inversée de la nation.

Cette inégalité est due d'une part à une cascade d'éliminations depuis l'entrée en 6^e, d'autre part aux difficultés financières entraînées par la poursuite des études longues, aux difficultés entraînées par le caractère de classe accusé de l'Université,

Inégalité aussi à l'égard des jeunes filles. Le nombre des étudiantes est moins élevé en général et leur liberté de choix est moins importante.

III - L'INADAPTATION

Un gachis de millions d'intelligence et de talents. Il en résulte un niveau culturel insuffisant en regard des besoins du pays. En 1962, 3/4 des appelés du contingent avait le niveau du certificat d'études seulement. 3% des hommes et 2% des femmes avaient le niveau du baccalauréat.

- Un jeune sur trois se dirige vers la production sans formation professionnelle.

En même temps, le rendement est très faible:

- En sciences, sur 1 000 étudiants de première année : 322 abandons 293 redoublements.

- 1/3 des licenciés effectue ses études en un temps normal.

IV - LA PRESSION IDEOLOGIQUE

En même temps qu'il diffuse un savoir réel, l'enseignement est aussi pour le pouvoir un moyen important pour faire pénétrer des idées favorables au maintien de sa domination de classe. Cela se sent, tant au niveau du contenu que des méthodes de l'enseignement, et cela tout particulièrement dans les sciences humaines.

LES OBJECTIFS GENERAUX POUR LE POUVOIR

- Il s'agit d'une politique globale en matière de formation de la main d'oeuvre.

- Les thèses du pouvoir sont connues.

- Rapport "Ortoli- Montjoie" 1968, à la demande de Pompidou:

Un schéma simple :

- 1) au centre, le secteur industriel;
- 2) autour, les infrastructures, coeur et support organique du profit privé: citation : " L'appareil d'enseignement, de formation professionnelle et de recherche et même l'équipement sanitaire et social font partie des infrastructures essentielles".

- Le système scolaire est conçu comme une mécanique à débiter des tranches de main d'oeuvre selon une circulaire ministérielle :

30% de main d'oeuvre,
40% de cadres subalternes,
10% de bacheliers,
9% I.U.T.,
11% Faoutés.

C'est en fonction de cet étatatif et non des nécessités ou des capacités, qu'est instauré le cloisonnement et la sélection.

En traitant la dépense d'éducation comme un investissement, on en obscurcit l'objet qui est d'accroître la capacité intellectuelle des hommes

- l'accumulation des connaissances est considérée comme une marchandise dont l'étalon est la rentabilité du capital.

Les besoins sont ceux du développement de l'individu en tant qu'homme et non en tant qu'appendice des machines qu'il fait tourner.

En même temps existent :

- des efforts d'adaptation nouveaux tenant compte de l'industrialisation accélérée de quelques branches économiques (groupe AGREF au sein du CNPF) aux dépens de tout le reste ; en même temps faire face à l'essor démographique, aux mouvements structurels de la Société, au progrès des Sciences et des techniques, à la concurrence internationale et à la compétition avec le camp socialiste.

La formation des futurs cadres s'exerce selon deux axes essentiels : d'une part : - par la délivrance de diplômes ne débouchant sur aucune qualification précise

- par l'échec organisé de 2/3 des étudiants. Main d'oeuvre étroitement spécialisée et incapable de suivre le mouvement même des sciences et des techniques, cela aboutissent à une main d'oeuvre peu qualifiée et bon marché, d'autre part: - par la délivrance de diplômes ne débouchant sur aucune qualification précise

- par l'échec organisé de 2/3 des étudiants. Main d'oeuvre étroitement spécialisée et incapable de suivre le mouvement même des sciences et des techniques, cela aboutissent à une main d'oeuvre peu qualifiée et bon marché, d'autre part : diffusion massive d'idées favorables au maintien du système social actuel : " ... Une attitude positive vis à vis du profit privé " (rapport Ortoli-Montjoie)

- création ou renforcement d'une industrie pédagogique privée, payante délivrant ses propres diplômes.

La mise en oeuvre de cette politique:

- L'essentiel du VI^o Plan :
- frein de 25% par an du taux de croissance de l'E.N.
- la moitié des étudiants bloqués en I^o cycle + I.U.T.
- recours à l'enseignement privé
- nouvelles sources de financement de l'éducation

Les familles: de 3,50 M en 68 à 6 M en 1975

Le patronat

Les mesures immédiates.

A . LA RESTRUCTURATION DE L'UNIVERSITE

1) de grandes écoles pour former quelques grands gestionnaires recrutés dans une minorité de privilégiés (2% de fils d'ouvriers actuellement)

2) Universités de pointe très spécialisées; certes, il faudra les payer bien un temps mais elles seront vite déqualifiées avec le mouvement même de la science

3) Des Universités de masse sans moyens : elles assureront les cadres sans qualification précise qu'on pourra sous-payer ou finir de former dans l'entreprise (à notre dévotion ils seront).

4) Premier cycle et I.U.T.: il faut des spécialistes à utiliser tout de suite, peut importe s'ils seront incapables de se recycler dans 5 ans.

B . L'ACCENTUATION DE LA SEGREGATION SOCIALE A L'UNIVERSITE

- suppression des sursis
 - baisse du pouvoir d'achat des étudiants, diminution du nombre et du taux des bourses, augmentation des R.U., du prix des chambres.
 - secondarisation du premier cycle
 - contrôle des connaissances éliminant les étudiants salariés
- (décret du 19 Juin)

Et puis il faut sacrifier les secteurs de l'Université qui ne débouchent pas sur nos secteurs industriels;

- couper les crédits
- supprimer les IPES
- abandonner les secteurs des facs qui correspondent aux secteurs de l'industrie ayant perdu leur intérêt (Bull, Energie Atomique, etc...)

Enfin, il serait intéressant dans quelques secteurs d'avoir une industrie pédagogique : langues, grandes écoles, informatiques;

- Si le projet de loi UDR sur l'extension de la loi Debré à l'enseignement supérieur est voté à la prochaine session parlementaire, il y aura aussi des universités libres, payantes rendant leurs propres diplômes, très concurrentielles.

L'ensemble de ces mesures vise :

- la constitution d'universités concurrentielles rentabilisées, privatisées, aseptisées, tendant à faire coïncider division technique du travail et pyramide des classes.

Une Université au service des grandes féodalités économiques

Une Université ne correspondant pas aux nécessités et aux possibilités de notre époque.

L'inadaptation de l'Université, les difficultés rencontrées par les étudiants ont provoqué d'imposantes luttes.

De la grève de mai et juin 1968 au mouvement pour la défense de l'enseignement des langues, de médecine, d'IUT, aux manifestations de novembre et décembre 1970, les actions engagées par les étudiants ont contraint à d'importantes modifications de la situation des étudiants, elles ont fait reculer les adaptations réactionnaires et réformistes de l'Université.

Mais le pouvoir lui-même a aussi mené une bataille pour renforcer la sélection pour adapter l'Université aux besoins du patronat.

Si la profession des étudiants n'est pas constante aucun acquis de la lutte n'est définitive et aucune nouvelle mesure positive ne peut être obtenue.

Pour améliorer réellement la situation des étudiants il est possible de satisfaire par la lutte les revendications légitimes, c'est à dire :

1 - UN JUSTE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES DE HAUT NIVEAU, CONTRE LA SÉLECTION PAR L'ÉCHÉC

- Le contrôle des connaissances n'est pas une course d'obstacles
- nous nous prononçons pour l'abrogation du décret du Juin 1970
- deux sessions d'examens pour tous (le contrôle continu comptant pour une session). Les éléments du contrôle continu pris en considération ne

doivent pas léser les étudiants salariés pour lesquels doivent exister des cours et travaux dirigés en dehors des heures de travail .

Nous nous prononçons pour un authentique contrôle des connaissances ce qui suppose une augmentation du nombre et du taux des bourses, l'allocation d'études, des enseignants en nombre suffisant des méthodes pédagogiques appropriées.

- Il est possible comme en Philo, en Histoire, etc... à Paris d'obtenir une dérogation totale pour les étudiants ne pouvant suivre le contrôle continu.

II - POUR LA DEFENSE DES CONDITIONS D'ETUDES

a) Nomination d'enseignants. Le ministre n'a pas créé le tiers du nombre des postes qu'il avait déclaré indispensables

b) Augmentation du nombre d'assistants et attribution d'un statut assurant leur avenir.

c) Construction de locaux; les exemples ne manquent pas : Facultés de Verrière, Montesson, la moitié des C.H.U. de la région parisienne, etc...

d) construction et équipements de bibliothèques et ouvertures de celles-ci jusqu'à 22h tous les soirs. Développement du système du prêt

e) Utilisation de moyens d'éducation modernes (moyens audio-visuels, laboratoires de langues)

f) augmentation du personnel administratif surchargé et désorganisé par la "restructuration".

III - DES CONDITIONS DE VIE DECENTES, CONTRE LA SEGREGATION SOCIALE A L'UNIVERSITE

a) Augmentation du nombre et du taux des bourses, réévaluation du barème d'attribution (le pouvoir d'achat des bourses est passé en 5 ans de 1240 heures de SMIG à 800 heures du SMIC). Paiement des bourses au début de chaque trimestre

b) Pour une allocation d'études :

- sur critères sociaux dans le premier cycle
- sur critères sociaux et universitaires dans le deuxième cycle
- sur critères universitaires dans le troisième cycle

c) Gratuité réelle de l'enseignement supérieur :

- suppression des droits d'inscription
- photocopie gratuite
- impression gratuite des mémoires, thèses ...

d) Défense et extension des oeuvres universitaires comme service public d'aide sociale aux étudiants.

Contre les augmentations des loyers en cité, des tarifs des oeuvres universitaires, notamment par l'institution de cartes d'abonnement de Restaurants Universitaires.

- Construction des 45 000 chambres de cités universitaires prévues par le V^o Plan et manquantes en 1970, dont des appartements pour couples.
- Développement des infrastructures de sports, de santé, et de moyens d'animation culturelle.

e) Création ou ouvertures de crèches dans chaque contre universitaire.

f) Défense de la M.N.E.F. et de la Sécurité sociale étudiante

IV - NOUS REAFFIRMONS NOTRE VOLONTE DE VOIR L'UNIVERSITE RESTER UN SERVICE PUBLIC

A^o L'Université n'est pas l'infrastructure du profit privé de quelques branches d'industries, l'Université forme des hommes et non des appendices de machines.

Non à la mainmise du patronat sur l'Université

b) C'est à l'Etat d'assurer à l'Université les moyens nécessaires pour qu'elle assure dans l'indépendance financière, l'avenir du pays en matière de formation de cadres.

c) La garantie à la qualification professionnelle et à l'emploi, c'est notre diplôme. Depuis 1880, c'est la responsabilité de l'Etat d'assurer le sérieux, la qualité et l'impartialité des diplômes.

Nous exigeons le maintien de la valeur nationale des diplômes.

L'UNEF oeuvrera pour le contrôle par le Conseil National de l'Enseignement supérieur des équivalences de diplômes universitaires donnés aux enseignements privés.

Pour le monopole de l'Université en matière de collation des grades

En liaison avec les syndicats des travailleurs, pour la défense de la valeur nationale des diplômes dans les conventions collectives et dans toutes les négociations avec le patronat et le gouvernement.

d) L'Université doit être financée entièrement par l'Etat afin de garantir son indépendance à l'égard des groupes politiques, religieux, philosophiques et industriels.

Nous nous prononçons contre la "loi Debré" de 1958 et ses projets d'extension à l'enseignement supérieur qui aboutirait à faire des universités libres payantes, délivrant elles-mêmes leurs propres diplômes.

Maintien et extension du financement public: 25% du budget à l'Education Nationale.

Ce taux est indispensable :

- pour construire les établissements nécessaires, et les équipements
- pour donner à toutes les universités les moyens de recherche les plus modernes
- pour développer le recrutement et la qualification des enseignants et des chercheurs
- pour développer les moyens d'études (bibliothèques, documentation, stages etc)
- pour assurer la gratuité effective de l'enseignement
- pour répondre aux besoins concernant les oeuvres universitaires
- pour attribuer l'allocation d'études, sur critères sociaux et universitaires
- pour les moyens et les personnels administratifs et techniques
- pour la formation permanente des adultes, professionnelle et culturelles, ouverte massivement aux travailleurs, dans le cadre des horaires de travail

V - POUR DES DEBOUCHES ET L'OUVERTURE DE NOUVELLES FILIERES DE FORMATION

1) Pour l'augmentation massive des postes d'agrégation et de CAPES comme l'exigent les syndicats d'enseignants et les associations de parents d'élèves : il manque des milliers de postes de profs, d'instituteurs.

Contre la suppression des IPES.

2) Pour la création de nouvelles filières de formation et de débouchés dans la recherche, l'animation socio-culturelle.

Pour la création d'UER d'EPS dans chaque académie.

3) Contre la liquidation de la recherche fondamentale et le démantèlement du secteur nationalisé (machines Bull, CEA, menaces sur l'Institut Pasteur.

Pour le développement d'une culture générale pour tous de haut niveau, la formation de professeurs et de maîtres qualifiés, l'étude des problèmes généraux de la société, les relations entre les hommes, la psycho, la socio;

Pour la recherche fondamentale, un haut niveau scientifique, la mise en valeur de toutes les potentialités techniques dans tous les domaines.

4) Dans le cadre de la nation, le problème de la relation entre l'Université et la santé est important. Nous exigeons une politique de santé efficace et cohérente ; développement de la médecine préventive, construction d'hôpitaux publics et de nombreux CHU, augmentation de crédits pour la recherche, augmentation du nombre de médecins, du nombre de postes d'internes dans les hôpitaux.

Non à la sélection arbitraire, non aux filières à court terme qui aboutiraient à la formation de "techniciens supérieurs" de la santé.

CELA NOUS INTERESSE, nous et des millions d'autres dans ce pays

CELA N'INTERESSE PAS LE PATRONAT ET L'ETAT:

- des pans entiers des facs de lettres sont laissés à l'abandon
- la sélection et les difficultés de tous ordres s'accroissent en facs de sciences, entraînant une diminution de leurs effectifs.

NOUS NE L'ACCEPTONS PAS

L'Unef lutte pour la reconduction des bourses d'enseignement supérieur pour les candidats au CAFES préparant le concours après la 2^e année de maîtrise dans les facs de sciences.

VI - GARANTI DES LIBERTES DEMOCRATIQUES

a) Nous voulons un fonctionnement démocratiques des conseils d'UER, une préparation publique et claire des élections

- parité étudiants - enseignants ; nous exigeons la suppression du quorum, dont le maintien entraîne une sous-représentation du collège étudiant.
- Nous réclamons la publicité des débats et son organisation par les conseils
- En tout état de cause, nous ne nous considérons liés par aucune circulaire et rendons compte à nos mandants.

b) Il est nécessaire de préserver et d'étendre les acquis de mai-juin en matière de libertés politiques et syndicales de droit à l'expression et à l'information.

c) Les troubles à l'Université ont pour cause essentielle le mécontentement des étudiants face à la politique du pouvoir.

Qu'on satisfasse les revendications au lieu d'envoyer la police.

- Respect des franchises universitaires dans les facultés, les campus et les cités universitaires.

- La police hors de l'Université.

Non aux vigiles universitaires !

- Dissolution des brigades spéciales d'intervention
- Abrogation de la loi anti-casseurs.

d) Enfin nous défendons les droits des étudiants traduits devant le conseil de l'Université pour leur activité syndicale ou politique.

VII - NOUS NOUS PRONONÇONS POUR LA CONSTITUTION D'UNIVERSITÉS COMPLÈTES A TROIS CYCLES.

1) Pluridisciplinarité ne veut pas dire transformer les premiers cycles en vastes dépotoirs, visant en fait à créer un barrage par l'échec, supplémentaire.

Nous nous prononçons contre la secondarisation du premier cycle.

2) Une véritable pluridisciplinarité suppose dans l'état actuel:

- l'institution de passerelles entre les UER.
- des systèmes d'équivalences
- l'existence de cycles d'orientation de haut niveau en sciences fondamentales permettant ensuite de toute façon et en même temps si l'étudiant a déjà fait son choix, l'étude des applications techniques, des applications professionnelles.
- Enfin, la possibilité matérielle pour l'étudiant de s'inscrire dans sa faculté à des cycles d'études complémentaires.

C'est à dire que nous nous prononçons:

- Pour l'intégration de toutes les filières de formation dans le cadre du ministère de l'Éducation Nationale.
- Pour l'intégration des IUT et des grandes écoles à l'Université sur la base d'une élévation générale de la qualité de l'enseignement.
- Pour la création pour les IUT d'une maîtrise, et d'un troisième cycle pour la recherche technologique
- Pour un statut d'étudiants des élèves des classes préparatoires aux grandes écoles et un système d'équivalence en ce qui les concerne.

Ceci afin d'assurer l'unité de l'enseignement supérieur. Il est possible et nécessaire de lier l'indispensable spécialisation à la formation générale rendue nécessaire par l'interpénétration des disciplines.

VIII - C O N T E N U E T M E T H O D E S D ' E N S E I G N E M E N T

La mise au premier plan des problèmes des moyens, ne nous fait pas négliger la question des contenus et méthodes, au contraire elle donne l'assise matérielles pour poser et résoudre ces questions.

- Nous proposons d'intégrer à l'enseignement, l'étude des méthodes de recherche, de favoriser le travail en groupe.

- Une conception nouvelle des travaux dirigés, une recherche pédagogique permanente permettraient d'obtenir un contrôle scientifique des connaissances, basé non plus sur le principe de la sélection sociale mais sur celui de la promotion de tous.

- Les programmes devront constamment tenir compte des découvertes modernes, permettre le libre jugement, lier théorie et pratique.

IX - L E S E T U D I A N T S E T L E S J E U N E S D A N S L A
N A T I O N

Les étudiants n'ont pas seulement à préparer leur entrée dans le monde du travail. Jeunes intellectuels ils ont des revendications spécifiques. Avec les jeunes travailleurs, ils se heurtent particulièrement aux problèmes du logement, des loisirs.

Citoyens à part entière, ils entendent participer à la vie du pays.

Nous refusons la réforme du service militaire, qui, en imposant l'engagement avant 21 ans, en créant un service civique, vise à la fois à aggraver la sélection sociale et à embrigader la jeunesse.

Nous exigeons que soit reconnu le droit de vote à 18 ans.

L ' U . N . E . F .

Pour défendre les aspirations des étudiants, il est nécessaire de mener les luttes revendicatives de masse.

Ces revendications peuvent être satisfaites si les étudiants s'unissent au sein d'une organisation de type syndical.

Cette organisation existe, c'est l'UNEF. Elle a certes traversé de graves difficultés dues à l'activité néfaste des groupes gauchistes et de sa direction liquidatrice. Mais les étudiants n'admettent pas la liquidation de leur organisation.

Dans les luttes, à travers les élections universitaires et dans l'UNEF, ils ont participé massivement aux actions qui allaient dans le sens du renouveau syndical.

Il est nécessaire d'utiliser simultanément une présence critique et combattive au sein des conseils et de s'en servir comme un point d'appui pour les luttes.

Grâce à cette montée du Renouveau, il est désormais possible de faire de l'UNEF une organisation de caractère syndical, rassemblant la masse des étudiants pour et dans l'action.

L'UNEF est un syndicat de masse, ouvert à tous sur la base de son programme, de ses actions, de ses services. C'est tout à la fois la condition de sa représentativité et de son indépendance. Elle fixe son orientation en toute souveraineté dans ses Congrès annuels et dans ses Collectifs Nationaux. L'étudiant qui adhère à l'UNEF doit pouvoir le faire, quel que soit son degré d'engagement, qu'il soit d'accord avec quelques points ou avec l'ensemble de l'activité.

La condition de l'existence de l'UNEF, c'est la démocratie syndicale à tous les niveaux, démocratie fondée sur l'adhésion sans distinction d'opinion politique, idéologique ou religieuse des étudiants qui veulent défendre leurs intérêts et sur la discussion par toute l'organisation de l'orientation et des perspectives à donner au combat, sans que cela nuise à aucun moment à l'unité de l'organisation.

Ainsi conçue, l'UNEF sera l'instrument capable à nouveau de regrouper les étudiants, non seulement autour de leurs préoccupations matérielles mais aussi dans une vision d'ensemble de la société.

Elle liera les revendications locales essentielles au combat d'ensemble contre la politique universitaire du pouvoir.

Parce que les problèmes de l'Université concernent la population et que les étudiants sont concernés par les problèmes de la population (pouvoir d'achat, transports libérés), l'UNEF recherchera l'alliance de toutes les organisations syndicales démocratiques, et en particulier la FRUF et l'UGE.

Avec ces organisations, elle se doit de lutter contre la ségrégation sociale dans l'enseignement, pour la défense du caractère public de l'Education nationale.

Comme toutes les forces démocratiques, l'UNEF luttera contre la politique de répression qui vise à entraver le développement des luttes. Elle luttera pour la suppression de la police universitaire, contre les interventions policières dans les facultés. Ses élus appuieront ce combat et lutteront contre toute sanction universitaire motivée par des raisons politiques. Elle luttera contre les arrestations arbitraires et exigera la dissolution de la cour de Sureté de l'Etat.

Comme tous les syndicats elle exigera le droit d'expression à l'ORTF.

Parce qu'elle lutte pour les revendications, la démocratie, la paix et le progrès social, l'UNEF attachera une grande importance aux luttes menées par les peuples du monde entier, contre toutes les formes d'impérialisme et d'oppression. Elle interviendra en faveur du désarmement, contre la course à l'armement atomique.

En particulier elle développera l'action des étudiants pour soutenir les peuples Vietnamiens, Laos et Khmer, jusqu'à la victoire contre la criminelle agression américaine. Elle soutiendra les peuples et les étudiants grecs, espagnols et portugais en lutte contre l'oppression fasciste. Elle élève la plus vive protestation contre la dissolution de l'UNEA et exige la libération des dirigeants étudiants algériens.

Elle combattra pour une solution pacifique du conflit au Proche-Orient solution fondée sur le respect des droits du peuple arabe de Palestine, la reconnaissance de l'Etat d'Israël, la libération des territoires occupés depuis Juin 67, conformément à la résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU de Nov 67.

L'Unef combattra le colonialisme et le néo-colonialisme, en particulier l'offensive française au Tchad.

Enfin l'UNEF tiendra à développer des liens d'amitié avec les organisations étudiantes qui dans leurs pays connaissent un système d'enseignement démocratique. Elle s'intéressera aux réalisations scolaires, universitaires et sociales des pays socialistes.

Elle combattra tout ce qui a pour but de diviser les étudiants du monde dans la lutte anti-impérialiste.

Si l'UNEF réprovoque l'intervention en Tchécoslovaquie, si, elle s'inquiète des événements survenus en Pologne, elle suit avec intérêt le progrès des solutions démocratiques qui sont apportées aux problèmes des étudiants et des travailleurs de ces pays par eux-mêmes avec leurs organisations.

L'UNEF apportera son soutien aux étudiants étrangers qui résident en France : ils doivent souvent faire face à une double répression. Elle exigera en particulier que ces étudiants puissent poursuivre librement en France des activités politiques et syndicales.

Dans ce combat l'UNEF œuvrera au sein de l'UTE à l'Unité de tous les étudiants du monde dans la lutte commune contre l'impérialisme, pour l'indépendance des peuples et la défense des Droits de l'Homme.

L'UNIVERSITE DEMOCRATIQUE : UNE UNIVERSITE LIEE A LA NATION

Si la lutte peut limiter les effets néfastes de la politique du pouvoir il est clair que la satisfaction durable des revendications des étudiants et des enseignants passe par de profondes transformations démocratiques à l'Université. Ces transformations ne pourront être effectuées que dans le cadre d'une réforme complète du système d'enseignement.

a) Les principes

Dans ce cadre, l'enseignement supérieur, doit répondre à plusieurs objectifs principaux :

1) L'unité de la culture et de la qualification professionnelle.

L'enseignement doit être dans tous les cas un enseignement de culture communiquant à la fois les méthodes et un savoir encourageant l'initiative et la recherche, l'unité de la théorie et de la pratique.

Nous sommes aussi pour la liaison entre l'enseignement supérieur et l'économie.

Il est certain que dans un état dégagé de la domination des intérêts privés, des liaisons importantes pourront être établies entre les universités et les industries nationalisées. Une économie planifiée démocratiquement, un rôle accru des organisations des travailleurs permettront d'établir des mesures sérieuses dans ce domaine.

- 2) La liaison de l'enseignement et de la recherche, l'enseignement supérieur doit se consacrer à l'avancement de la science, à la formation des chercheurs afin de lier la diffusion et l'établissement du savoir.
- 3) La diffusion de la culture.

Tout établissement universitaire doit être un lieu d'éducation permanente.

- 4) Démocratiser l'enseignement supérieur est une exigence.

L'accès aux études supérieures ne doit plus rester le privilège des enfants de ceux qui ont déjà une instruction.

La répartition des étudiants, le contrôle social de la qualification; ne doivent s'effectuer seulement en tenant compte des besoins immédiats ou à court terme des grandes sociétés capitalistes. Ce qu'il faut c'est donner les moyens nécessaires afin de permettre la sélection des meilleurs par l'égalité des chances et la promotion de tous.

b) Ainsi définie, répondant à une mission nouvelle, l'université verra ses structures et son fonctionnement considérablement transformés.

S T R U C T U R E S

- Il s'agit de créer partout des universités complètes au sein desquelles une réelle pluridisciplinarité permettrait de garantir l'unité de l'enseignement supérieur. En même temps, il serait possible de lier la nécessaire spécialisation à la formation générale rendue indispensable par l'interpénétration des disciplines.

- Afin de lier l'enseignement et la recherche, d'éviter la différenciation de niveau entre les universités des différentes régions il est indispensable de doter toutes les universités d'un troisième cycle et des moyens nécessaires à la recherche scientifique.

A U T O N O M I E E T C O G E S T I O N

- Tout en favorisant l'autonomie pédagogique et de gestion, l'enseignement doit relever entièrement du ministère de l'Éducation nationale et des fonds publics afin d'assurer l'indépendance de l'enseignement vis-à-vis des groupes financiers.

- Chaque université sera dirigée par un conseil d'université comprenant les représentants élus des étudiants, des enseignants, des chercheurs,

et du personnel, ainsi que de ceux de l'état (étant bien entendu qu'il s'agit là non de l'état actuel mais d'un Etat démocratique) des syndicats, des organismes départementaux, des entreprises publiques et nationalisées, tous représentants élus.

C O N T E N U E T M E T H O D E S D ' E N S E I G N E M E N T

- Il apparaît nécessaire d'équilibrer les heures de travail pour permettre la recherche personnelle et collective, d'intégrer à l'enseignement l'étude des méthodes de recherche, de favoriser le travail de groupe. Une conception nouvelle des travaux dirigés, une recherche pédagogique permanente permettraient d'obtenir un contrôle scientifique des connaissances, basé non plus sur le principe de la sélection sociale mais sur celui de la sélection des meilleurs par la promotion de tous.

- Les programmes devront constamment tenir compte des découvertes modernes, permettre le libre jugement des étudiants, lier la théorie à la pratique.

Enfin dans son contenu actuel l'enseignement est profondément marqué par les idées conservatrices des féodalités économiques. A l'opposé de cette conception l'enseignement démocratique aidera à l'émancipation de l'homme en favorisant le développement de la culture.

A I D E A U X E T U D I A N T S

Le principe de démocratisation de l'université nécessite que l'on donne à chaque étudiant les moyens financiers et les conditions matérielles lui permettant de se consacrer pleinement à ses études.

Cela permettra d'abolir l'inégalité sociale du recrutement qui constitue un aspect essentiel de l'université actuelle.

Cela nécessite :

- Le développement des oeuvres sociales (cités, restaurants, mutuelle, sécurité sociale) financées par l'Etat et gérées par des conseils où les étudiants seront en majorité ;

- Une allocation d'études sur critères sociaux dans le premier cycle, sociaux et universitaires dans le second cycle et universitaires dans le troisième cycle. Les allocations d'études seraient attribuées par une commission au sein de laquelle les étudiants doivent être représentés.

LIBERTES SYNDICALES ET POLITIQUES

- Une université démocratique ne remplirait pas pleinement sa mission si elle ne garantissait pas aux étudiants comme aux enseignants les libertés d'association, de réunion, d'activité syndicale et politique, d'information.

Une université disposant des moyens nécessaires pour mener à bien sa mission.

- Sans les moyens financiers nécessaires fournis par l'Etat, il ne saurait être question d'avancer dans le sens d'une université moderne et démocratique, tant sur le plan de son recrutement social que sur la qualité de l'enseignement : le pourcentage des dépenses budgétaires affectées à l'éducation nationale doit être au minimum de 25%.

Dans ce cadre doubler le budget de l'enseignement supérieur est indispensable.

Une telle Université ne peut trouver sa place dans la Société actuelle. Les forces sociales qui y dominent ne peuvent tolérer l'accès de tous à la formation professionnelle. Elles veulent maintenir une conception élitiste de la culture. Elles donnent pour toutes perspectives aux étudiants d'être des rouages d'un système dont on leur interdit de discuter la finalité.

Enfin, les investissements que supposent les transformations démocratiques de l'Université supposent que ce qui constitue aujourd'hui les profits d'une poignée de capitalistes soient remis entre les mains de la nation.

C'est dire que le combat pour la transformation démocratique de l'Université passe par une transformation fondamentale de la société garantissant l'accès de tous à la formation professionnelle et à la culture, la démocratie politique et économique.

Une authentique solidarité de combat unit les étudiants et les travailleurs.

Principales victimes de la politique de ségrégation sociale, les travailleurs ont intérêt à ce que se réalise une réforme démocratique de l'enseignement.

Parallèlement les étudiants qui vivent les contradictions de la société actuelle avec son enseignement inadapté aux exigences de notre temps ont intérêt aux grands changements démocratiques qui permettront d'atteindre les objectifs généraux du syndicalisme " l'émancipation des travailleurs qui ne peut être obtenue que par la suppression de l'exploitation capitaliste ".